

MicroStart achève son plan d'aide aux micro-entreprises

MicroStart entame la dernière phase de son programme de soutien aux petites entreprises. L'institution de microfinancement propose pour plus de 2 millions d'euros de prêts d'honneur.

ARNAUD MARTIN

Après deux premières phases de soutien, MicroStart finalise son plan de relance. En avril dernier, face à la gravité de la crise sanitaire, l'institution de microfinancement avait décidé de se lancer dans un programme de soutien aux petites entreprises en trois étapes: urgence, relance et croissance.

Cette dernière phase a été officiellement lancée la semaine dernière et prévoit d'injecter un peu plus de deux millions d'euros sous forme de «prêts d'honneur». Pouvant aller jusque 5.000 euros, ces prêts sont caractérisés par un taux d'intérêt nul et un étalement de remboursement d'une durée longue de 24 mois.

«Concrètement donc, nous ne gagnons rien sur ces prêts», explique Emmanuel Legras, le CEO de MicroStart. «Pour les financer, nous avons dû faire un effort. Nous avons aussi pu compter sur le soutien de nos partenaires comme BNP Paribas Fortis, Funds for Good et la Région bruxelloise», explique le patron.

«La Belgique est aujourd'hui l'un des rares pays européens à ne disposer d'aucune législation sur le microcrédit.»

EMMANUEL LEGRAS
CEO DE MICROSTART

«L'objectif est évidemment de soutenir l'économie, mais nous estimons que l'impact sera aussi positif pour nous. Ce soutien permettra à certains de nos clients d'éviter la faillite et donc limiter les non-remboursements de crédits précédemment octroyés», assure le CEO.

1.200 emplois touchés

Sur base de son évaluation de la situation, MicroStart souhaite atteindre les 800 prêts d'honneur octroyés d'ici le début de l'été. «Ce qui aura un impact direct sur 1.200 emplois», assure Emmanuel Legras. Débutées au début de la pandémie, les premières phases de soutien ont déjà permis d'accorder 250 prêts d'honneur, pour un total de 1,17 million d'euros. Si l'institution peut compter sur le soutien de ses partenaires, l'enveloppe n'est pas encore totalement bouclée. «Nous avons déjà obtenu 60% des besoins anticipés. Nous cherchons donc encore des partenaires», explique le patron.



Depuis le début de la pandémie, la demande de microcrédits est en hausse de 30% par rapport à l'année dernière. © SISKI VANDECASTEELE

En parallèle de ces prêts à 0%, l'institution espère bien continuer à signer aussi des microcrédits classiques, dont le succès est grandissant en cette période.

«De ce côté, nous tablons sur l'octroi de crédits pour un montant total de plus de six millions d'euros d'ici juin 2021. Depuis cinq mois, la demande est très importante. Par rapport à l'année dernière, nous enregistrons 30% de demandes supplémentaires, dont 40% viennent de nouveaux clients. Cela montre que, malgré la situation, l'envie d'entreprendre est toujours bien présente»,

explique le CEO.

Malgré ces chiffres encourageants, le microfinancement est encore un système trop peu connu du grand public. «La Belgique est aujourd'hui l'un des rares pays européens à ne disposer d'aucune législation sur le microcrédit. Cela nous donne certes une plus grande marge de manœuvre, mais ne nous donne accès à aucune aide ou garantie», explique le patron. Ce manque de réglementation entraîne un manque de notoriété de ce type de financement dans les chiffres. En Belgique, environ un millier de

microcrédits sont accordés par an, contre plus de 35.000 en France. Autant dire que le marché belge n'a pas montré tout son potentiel. «Selon le réseau européen de microfinance, le nombre de microcrédits en Belgique pourrait se situer entre 30.000 et 50.000 par an», dit Emmanuel Legras.

Lancé en 2011, MicroStart est aujourd'hui le principal acteur de la microfinance chez nous. Installée dans cinq villes en Belgique, l'institution a accordé depuis sa création 5.300 crédits pour un montant total dépassant les 40 millions d'euros.

Digital Attraxion mise sur cinq start-ups du monde des médias

Le programme d'accompagnement MoveUp se focalisera cette année sur le monde des médias. Cinq jeunes pousses seront soutenues par Digital Attraxion et de grands noms du secteur.

ARNAUD MARTIN

MoveUp est de retour. Ce mardi, l'accélérateur hennuyer Digital Attraxion présentait son nouveau programme d'accompagnement de start-ups. Lancé en 2017, ce dernier a pour ambition de soutenir chaque année une poignée de jeunes pousses dans un secteur bien précis. Afin d'offrir l'aide la plus pertinente, le programme a pris l'habitude de faire appel à de solides acteurs du marché qui jouent les coaches durant l'accompagnement. Après s'être intéressé aux smart cities, à l'industrie et à l'e-santé, MoveUp se focalisera cette année sur le monde des médias. «Ce n'était pas spécialement un secteur vers lequel on pensait se tourner initialement», admet Denys Bornaux, directeur de Digital Attraxion et responsable du programme. «Mais nous avons eu des contacts intéressants avec la RTBF et Sudpresse après la première édition. Ils nous ont fait part de leur intérêt pour lancer une édition dans leur secteur», détaille le responsable.

125 candidats pour cinq élus

Pour l'occasion, Digital Attraxion peut compter sur quelques-uns des plus grands noms du paysage médiatique belge. Rossel (Le Soir, Sud Presse), IPM (Lalibre, La DH/Les Sports), RTL et la RTBF font ainsi partie de l'aventure. Ces derniers soutiendront au moins une des cinq start-ups retenues parmi la centaine de candidats. «Le programme était ouvert aux start-ups belges, mais aussi internationales. 125 ont postulé, dont 17 belges. Après un premier pitch, les meilleurs projets étaient retenus et proposés aux différents médias. Il

Rossel (Le Soir, Sud Presse), IPM (Lalibre, La DH/Les Sports), RTL et la RTBF soutiendront au moins une des cinq start-ups retenues.

fallait nécessairement l'intérêt d'au moins un des acteurs pour accepter le projet», détaille le responsable.

Au final trois projets belges (Bubblelab, Kotplanet et Toonyou), un suisse (GlobalM) et un danois (KlipWorks) ont été retenus. Spécialisées dans la transmission des données, l'animation ou encore le streaming, les jeunes pousses sont encore, pour la plupart, au tout début de leur histoire. «Elles doivent néanmoins avoir un business model, une structure existante et une équipe en place», précise le directeur de Digital Attraxion.

Outre le soutien des entreprises bien installées sur le marché, les start-ups bénéficieront d'un prêt convertible de 100.000 euros. De quoi les accompagner durant les prochains mois et les préparer à d'éventuelles prochaines levées de fonds. Depuis le lancement de MoveUp, 25 start-ups ont participé au programme de Digital Attraxion. Parmi elles, on retrouve quelques jolis succès comme l'application de parking Seety (ex-cPark) ou le spécialiste des drones ALX Systems.

95 emplois menacés chez Interparking

Interparking lance une procédure Renault avec 95 pertes d'emplois dans la balance. L'annonce a été faite lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire.

DOMINIQUE LIESSE

95 des 360 emplois belges risquent de passer à la trappe sur les sites d'Interparking à Bruxelles, Anvers et Zaventem. Roland Cracco, CEO du groupe, a annoncé lundi soir le lancement de la procédure Renault lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire.

La direction dit vouloir respecter le dialogue social. Les négociations avec les partenaires sociaux devraient commencer début novembre et s'étaler sur plusieurs semaines.

«On peut gérer à distance»

Le patron d'Interparking explique cette décision par la baisse du trafic aérien et ses répercussions sur le parking pour le site de Bruxelles-National.

À Bruxelles, la crise sanitaire a également un impact sur la fréquentation de la ville. «Les fonctionnaires européens n'y sont plus très actifs et les navetteurs ont déserté la place, préférant le

«Les fonctionnaires européens ne sont plus très actifs à Bruxelles et les navetteurs ont déserté la place.»

ROLAND CRACCO
CEO D'INTERPARKING

homeworking. Ajoutez à cela les décisions de mobilité comme la fermeture du Bois de la Cambre, 40 km de voie de circulation transformés en pistes cyclables, l'annonce d'un péage urbain...», conclut-il. Pour Anvers, il pointe le couvre-feu qui a diminué l'attractivité de la ville.

Enfin, la pandémie a conduit Interparking à davantage se digitaliser. «On peut maintenant gérer des parkings à distance.» Un tournant technologique qui permet à l'exploitant de parkings, actif dans 450 villes réparties au sein de 9 pays en Europe, de plus facilement réduire ses effectifs.

Le premier interconnecteur hybride au monde est un peu belge

Un câble électrique long de 25 km, inauguré mardi en mer Baltique par la filiale allemande du gestionnaire belge Elia, relie les parcs éoliens offshore allemand et danois.

MAXIME VANDE WEYER

Grande première en mer Baltique. Ce mardi, l'un des gestionnaires du réseau de transport d'électricité (GRT) allemand, 50 Hertz, a dévoilé le fruit de sa collaboration avec son homologue danois Energinet: le premier interconnecteur hybride au monde.

Concrètement, il s'agit d'un câble électrique de 25 kilomètres de long qui permettra à la filiale d'Elia, le

GRT belge, de relier le parc éolien allemand Baltic 2 – déjà connecté à Baltic 1 – au parc danois Kriegers Flak.

C'est donc un cluster international de trois parcs offshore qui vient de voir le jour, avec pour objectif de rendre possible les échanges d'électrons dans les deux directions. Mieux encore, cette connexion de 400 MW pourra, en cas de vents insuffisants, servir de câble d'exportation pour échanger de l'énergie entre l'Allemagne et le Danemark, créant ainsi une infrastructure deux-en-un à coûts réduits.

L'Europe met 150 millions d'euros

Le projet aura nécessité un

430 millions d'euros

Le projet aura nécessité un investissement de quelque 430 millions d'euros aux deux gestionnaires de réseau de transport d'électricité.

investissement de quelque 430 millions d'euros aux deux gestionnaires de transport d'électricité. Une charge financière supportée à 50-50 et allégée par l'intervention de l'Europe, à concurrence de 150 millions.

Par cette subvention, l'Union européenne entend confirmer son enthousiasme pour les échanges d'électricité offshore. Une étude commandée par la Commission a d'ailleurs démontré que, pour une sélection de cinq projets, combiner des câbles d'interconnexion et des parcs éoliens pourrait entraîner des économies de coûts de 10%, soit 2,5 milliards d'euros sur une période de 25 ans.

De quoi ainsi laisser entrevoir d'autres projets similaires, à l'avenir.